Arrêté temporaire n°26-AT-0277
Portant réglementation du stationnement

CITE DU CHERAN

Le Maire de la ville de Rumilly,
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-10,
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
VU l'arrêté municipal du 26 avril 2026 portant délégation de signature au profit de Mme BOICHET-PASSICOS,
VU la demande émise par **l'entreprise ENEDIS CHAMBERY** domiciliée 711 Avenue du Grand Arrietaz 73000 CHAMBERY représentée par monsieur Michalek GERAUD aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement,
VU le règlement général de la circulation urbaine et les divers arrêtés s'y rapportant,
CONSIDÉRANT que des travaux de construction sur poste source et la conception des lieux où se déroule le chantier nécessitent une modification du stationnement des véhicules,

ARRÊTE

Article 1
À compter du 15/10/2026 et jusqu'au 31/05/2027, le stationnement des véhicules est interdit CITE DU CHERAN, de la RUE AMEDEE DE CONZIER jusqu'au 12 (coté des numéros impairs). Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.
Les rotations et les manœuvres des engins de chantier et des poids lourds sont autorisées entre 9h et 16h.

Article 2
La signalisation réglementaire nécessaire sera mise en place et maintenue en l'état par l'entreprise ENEDIS CHAMBERY.

Article 3
Chacun, en ce qui le concerne, est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rumilly, le 01 octobre 2026
Pour le Maire,

Signé par : CHRISTINE BOICHET-PASSICOS
Date : 02/10/2026
Qualité : 3ieme ADJ MAIRIE

DIFFUSION:
- *ENEDIS CHAMBERY*
- *Brigade de Gendarmerie*
- *Président de la communauté de commune*
- *J'Y BUS*
- *Pompes Funèbres GANDY*

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Grenoble ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, , dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de l'arrêté peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.